

Alain Lipietz

LA MONDIALISATION  
DE LA CRISE GENERALE DU FORDISME :  
1967-1984 \*

(N°148)

Les Temps Modernes - n°459 -  
41e année - Octobre 1984.

Alain Lipietz

LA MONDIALISATION  
DE LA CRISE GENERALE DU FORDISME :  
1967-1984 \*

En 1976, l'éditeur parisien Dunod publia deux recueils d'articles économiques, les uns « néo-classiques », les autres « marxistes » ou « radicaux » : *Fluctuation dans une économie prospère* et *Rupture d'un système économique*. L'histoire, hélas, a donné raison aux seconds. Nul ne conteste plus aujourd'hui la durée et la profondeur de la crise, et malgré la spectaculaire mais fragile relance US, bien peu se risquent aujourd'hui à proclamer la sortie du tunnel. Et pourtant, la crise officiellement ouverte par le « premier choc pétrolier » en 1974 (et dont les prodromes se lisent rétrospectivement dans les dix années antérieures) ne présente nullement la netteté, la franchise pour ainsi dire, de celle des années 30. Son histoire est déjà si tourmentée, et surtout le taux de croissance moyen y reste si élevé, qu'il n'est pas absurde d'y lire une succession de chocs plus ou moins contingents dans une évolution progressive au bout du compte assez bien maîtrisée. Ce serait ignorer l'insoutenable misère accumulée en bout de chaîne dans le Tiers-Monde, et jusque dans les poches de pauvreté des métropoles les plus prospères. Ce serait ignorer l'immensité des mutations en cours. Ce serait

---

\* Intervention introductive au colloque « Development in the 1980s : Canada in the western hemisphere », Queen's University, Kingston, 10-13 May 1984.

ignorer surtout la généralisation progressive de l'incertitude quant au futur, contrastant avec la rectitude des anticipations qui réglaient le mode de développement des glorieuses années de l'après-guerre. « L'ancien se meurt, le nouveau ne parvient à naître » : en économie aussi la formule de Gramsci saisit avec bonheur l'essence de la crise.

C'est la fresque à grands traits de cette gestation douloureuse qu'entend décrire cette intervention, à la lumière de quelques travaux récents parfois désignés comme « école française de la régulation ». Il faut dès l'abord souligner le caractère bien imparfait de ces travaux. S'ils ont pu (à mon sens) faire considérablement avancer l'analyse des racines de la crise telle qu'elle s'exprime *pays par pays*, en particulier au USA et en France<sup>1</sup>, la méthodologie qu'ils proposent souffre de graves lacunes quant à la dimension internationale, ou plutôt mondiale de son déploiement : et cela, on le verra, pour des raisons de fond. Quelques prolongements récents<sup>2</sup> offrent cependant l'esquisse de tels développements, qui seront ici présentés.

Dans une première partie, nous rappellerons les éléments de la problématique en termes de régime d'accumulation et mode de régulation, qui nous servira à fonder notre point de départ : le modèle de développement fordiste, avec ses aspects internationaux. Dans la seconde partie, nous analyserons la mise en crise de ce système, de 1967 à 1974. La troisième partie présentera un régime transitoire qui s'étend schématiquement entre les deux chocs pétroliers, régime caractérisé par une « gestion keynésienne » de la crise dans les pays développés et l'essor d'un « fordisme périphérique ». La quatrième partie mesurera les dégâts du « choc monétariste ». Une cinquième partie soulignera en conclusion l'ampleur des problèmes restant à résoudre avant que l'on puisse parler d'une « issue à la crise ».

1. Voir sur les USA l'ouvrage séminal d'Aglietta [1976], et, à partir d'une recherche collective sur la France datant de 1977, les ouvrages de Boyer et Mistral [1978] et Lipietz [1979, 1983a, 1984a].

2. Il s'agit principalement de travaux menés au CEPREMAP par Boyer, Lipietz, Mistral, et au Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations internationales autour d'Aglietta, Brender et Oudiz (voir par exemple CEPII [1983 a et b]).

## I. — UN RÉGIME D'ACCUMULATION BIEN RÉGULÉ : LE FORDISME

Comprendre la crise, comprendre qu'elle ne se réduit pas à des chocs exogènes engendrés par l'incurie des gouvernants (le laxisme monétaire) ou la voracité soudaine de quelques parties prenantes au partage du produit mondial (les syndicats des pays centraux ou les rentiers de l'OPEP), c'est comprendre comment marchait « l'ancien qui se meurt », alors dans la gloire de sa maturité, à l'époque de ce que le président Johnson appela « l'été des Etats-Unis ». Encore faut-il comprendre ce qu'il y avait à faire marcher.

### 1°) *Les contradictions de l'accumulation capitaliste.*

Chacun sait que le mode de production capitaliste est une combinaison de deux rapports fondamentaux : le rapport marchand et le rapport salarial.

— *Rapport marchand* : les propriétaires d'unités de production offrent sur le marché le produit d'engagements de travail dont ils ont pris l'initiative. Le produit de ces travaux indépendants les uns des autres se présente ainsi comme une valeur qui doit être socialement validée par l'échange contre monnaie : c'est la « réalisation », la vente.

— *Rapport salarial* : les propriétaires de ces unités de production achètent la force de travail des salariés, en échange d'une quantité de monnaie représentant une quantité de valeur inférieure à celle qu'ils produisent, la différence étant la plus-value.

Individuellement, le capitaliste, propriétaire d'une somme d'argent, l'échange contre des moyens de production, en particulier du capital fixe (c'est l'investissement) et de la force de travail, organise le procès de production, vend la marchandise, et réaccumule capital et plus-value. La valeur initiale qu'il possède est donc une *valeur en procès*, qui s'accroît avec le temps *s'il l'a correctement engagée et valorisée*. Symétriquement, le salarié dépense son salaire et reconstitue ainsi sa force de travail

pour le cycle suivant : ainsi se reproduit le rapport salarial d'une part, la division marchande du travail d'autre part.

On sait d'autre part qu'à quelques nuances près le *taux de profit* (la plus-value rapportée au capital) dépend positivement du taux de plus-value (le rapport de celle-ci à la valeur ajoutée) et, négativement, de la « composition du capital » (le rapport de la valeur ajoutée au capital engagé). Ces deux facteurs dépendent eux-mêmes des normes de production (qui définissent la productivité et le coefficient de capital fixe par tête) et des normes de consommation des salariés.

Socialement, la reproduction d'ensemble se présente ainsi : des « valeurs en procès-capitales » défilent les unes à côté des autres en s'échangeant des marchandises, ou en les échangeant avec ces valeurs en procès très particulières que sont les revenus salariaux. Comment est-il possible que cet entrelacs de processus autonomes tisse un produit social cohérent, où tous les engagements privés du travail (par le biais des dépenses en capital) s'avèrent validés ? Comme dans tout rapport social, l'expérience acquise de la possibilité d'une solution est en elle-même une des bases de la solution. En fonction de ses acquis (ses revenus antérieurs) et de sa connaissance du marché (expérimentée dans les périodes précédentes) le capitaliste fait le pari qu'il est bon de renouer le rapport salarial, de racheter du capital constant, et de ce fait contribue déjà à la validation du produit de ces collègues et de la force de travail offerte par la classe des salariés. Les conditions héritées du passé et l'anticipation d'un futur dans son prolongement sont les conditions du lien social présent. La continuité de l'accumulation, les habitudes acquises quant à une allocation qui se trouve être équilibrée entre les différentes branches de la division du travail, les anticipations quant aux orientations sociales de la transformation des normes de production et consommation, dominant comme une force immanente les paris privés des entrepreneurs (et de leurs banquiers), jetant les bases d'un « moule social », qu'en l'occurrence nous appellerons *régime d'accumulation*.

Le régime d'accumulation est un mode de répartition et de réallocation systématique du produit social réalisant sur une période prolongée une certaine adéquation entre la transformation des conditions de la production (volume de capital engagé, distribution entre les branches, et normes de production) et les

transformations dans les conditions de la consommation finale (normes de consommation des salariés et des autres classes sociales, dépenses collectives, etc.).

Dès que l'accumulation se fait élargie, la croissance de la production de biens de production et de biens de consommation doit se trouver adéquate à la croissance des engagements en capital et à la croissance du pouvoir d'achat des salariés. Il est donc commode de résumer la cohérence d'un régime d'accumulation par la donnée d'un *schéma de reproduction* décrivant de période en période l'allocation de capital (et, par ce biais, de travail) entre les deux *sections* fondamentales de la production de valeurs d'usages définies seulement par leur fonction sociale (Section I : biens de production qui reproduisent le monopole de la propriété capitaliste, section II : biens de consommation qui reproduisent l'existence des travailleurs libres). Le schéma de reproduction est en quelque sorte le squelette des régions d'accumulation, la trace de sa cohérence formelle.

Dès ce stade apparaissent plusieurs régimes d'accumulation typiques : l'accumulation extensive (simple croissance homothétique des deux sections se validant l'une l'autre), l'accumulation intensive sans production de masse (où le seul gonflement du capital constant valide la croissance de la section I), l'accumulation intensive avec consommation de masse croissante, etc. Mais naturellement, au-delà de cette stylisation fondamentale, l'analyse d'un régime d'accumulation concret exige quelques raffinements.

Tout régime d'accumulation concret baigne en effet dans un « extérieur », au double sens du mot. D'abord, toute la production dans une communauté nationale n'est pas régie par les rapports capitalistes. A commencer par la reproduction de la force de travail : le rapport social patriarcal, ou mode de production domestique, ou encore sexage, assure sa reproduction en utilisant les « moyens de reproduction » qu'achète son salaire.

Mais une autre dimension apparaît avec la prise en compte des rapports économiques *entre communautés* organisées par le capitalisme. Historiquement, les premières pratiques identifiables comme formant « rapport capitaliste » ont d'ailleurs largement débordé les frontières des Etats féodaux ou tributaires. Mais l'Etat Nation moderne conçu comme communauté d'individus

liés par un contrat social s'est développé avec la généralisation des pratiques marchandes. C'est dans ce cadre que s'est codifié, institutionnalisé, le rapport salarial, à l'ombre de la souveraineté de l'Etat cimenté par l'histoire des luttes civiles et étrangères. C'est au niveau de l'Etat-Nation que se règlent les contradictions sociales, et donc que s'est affirmée peu à peu la cohérence de véritables régimes d'accumulation, l'unification de l'un et la densification des autres se nourrissant mutuellement.

La « création du marché intérieur » par le développement des rapports capitalistes n'a jamais entraîné la disparition des échanges internationaux : selon l'évolution des régimes d'accumulation ils se sont restreints ou étendus en importance. Il est donc utile, pour l'analyse d'un régime d'accumulation national, d'isoler une « section exportatrice » (Bertrand, 1978) dont les revenus nourrissent le financement d'achat à l'extérieur de biens d'usage « section I » ou « section II ». On peut même, sous un certain angle, parler de « régimes mondiaux d'accumulation ».

Voilà donc les bases de notre « moule social ». Reste que les régimes d'accumulation ne se matérialisent pas d'eux-mêmes. Le problème est de savoir quelles forces coercitives, quelles formes institutionnelles, assureront la cohérence des stratégies et des anticipations des agents de l'économie marchande capitaliste, pour les faire converger vers la réalisation du schéma de reproduction.

Nous voici amenés au problème de la régulation. Nous appellerons donc *mode de régulation* l'ensemble des formes institutionnelles, des réseaux, des normes explicites ou implicites, assurant la compatibilité des comportements dans le cadre d'un régime d'accumulation, conformément à l'état des rapports sociaux, et par-delà les contradictions et le caractère conflictuel des rapports entre les agents et les groupes sociaux.

Dans le mode de production capitaliste, les formes de régulation doivent à tout le moins porter sur :

— la régulation du rapport salarial (fixation des normes de temps, d'intensité du travail, de la valeur de la force de travail, de la norme de consommation des salariés, reproduction de la hiérarchie des qualifications, de la segmentation du marché du travail, partage entre salaire direct et indirect, etc.) ;

— la régulation de la réallocation du capital-monnaie libéré par la validation des marchandises, dans telle ou telle branche

et selon tel ou tel degré d'intensification de la composition du capital ;

— la reproduction et la gestion de la monnaie, son émission, sa circulation, ses formes d'engagement productif, etc. ;

— les formes, du juridique à l'économique, des interventions de l'Etat.

Il s'est avéré d'une grande utilité heuristique de polariser deux modes de régulation caractérisés par des formes institutionnelles contrastées, selon que l'aléatoire validation sociale des marchandises et des forces de travail offertes était simplement constatée *ex-post*, ou que la haute probabilité de sa réalisation était intégrée *ex-ante* dans le comportement des agents. Dans le premier cas, les valeurs en procès franchissent une à une les « sauts périlleux » de la métamorphose en monnaie, ou sont éliminées. Dans le second cas au contraire, les valeurs en procès intègrent à la fois leur propre croissance et la transformation des normes sociales de production et d'échange pour orienter leurs métamorphoses. A un extrême, la force de travail se vendra au jour le jour, à un prix dépendant des tensions sur le marché, ou ne trouvera pas à se reproduire. A l'autre extrême, non seulement un revenu minimal lui sera garanti du fait de sa seule existence, mais elle se louera à un entrepreneur particulier sur contrat pluri-annuel, intégrant les modifications escomptées de l'environnement économique. Dans un cas on parlera de régulation *concurrentielle*, dans l'autre de régulation *monopoliste*.

Il est exclu de retracer ici, même brièvement, l'histoire complexe des modèles de développement capitaliste, caractérisés par un régime d'accumulation, lui-même enraciné sur une forme dominante d'organisation du procès de production immédiat<sup>3</sup>,

3. Cet enracinement a conduit certains marxistes, Paul Sweezy ou Ernest Mandel, à expliquer les phases d'expansion du capitalisme (identifiées aux « cycles longs » de Kondratieff) par l'apparition de « grappes d'innovations » techniques. Outre la fragilité de l'identification des cycles longs eux-mêmes, cette explication est critiquée par les tenants de l'école de la régulation, qui préfèrent identifier une succession de régimes d'accumulation se désagrégant sous l'effet de leurs propres contradictions. Dans cette perspective, la « technique » est elle-même un rapport social, qui ne produit ses effets économiques que dans un cadre déterminé par l'ensemble des formes de régulation. On trouvera néanmoins une très grande convergence entre ces deux approches dans

et un mode de régulation. Venons-en directement au point de départ de notre fresque plus limitée : le modèle fordiste, tel qu'il s'est consolidé dans les pays capitalistes développés, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

2°) *Le modèle fordiste en son Age d'Or.*

Dans les années 20 s'était généralisé, aux USA et partiellement en Europe, un mode révolutionnaire d'organisation du travail : le *taylorisme*. Il s'agissait, par un approfondissement gigantesque et capillaire du contrôle capitaliste du procès de travail, d'exproprier les collectifs ouvriers de leur savoir-faire, dorénavant systématisé par des ingénieurs et techniciens à travers les méthodes de « l'Organisation Scientifique du Travail ». Un pas de plus, et c'est l'incorporation de ce savoir systématisé dans le système automatique de machines, dictant le mode opératoire à des ouvriers expropriés de l'initiative : tel est le *versant productif du « fordisme »* (CORIAT, 1979).

Dès l'entre-deux-guerres, le développement du taylorisme et des embryons de fordisme provoque la première grande vague d'accumulation intensive. La productivité croît au taux de 6 % l'an (le triple de la tendance du XIX<sup>e</sup> siècle). Mais le pouvoir d'achat continue sur sa médiocre lancée. Ce ciseau, hautement favorable au taux de profit, via la hausse du taux d'exploitation que ne compense nullement la faible croissance de la composition du capital, provoque une crise de surproduction elle-même sans précédent : la crise des années 1930. Il s'agit là plus que du « point bas » d'un cycle. L'accumulation intensive ne peut plus se satisfaire de la régulation concurrentielle. On peut donc caractériser cette grande crise des années 30 à la fois comme la *première crise de l'accumulation intensive et comme la dernière crise de la régulation concurrentielle*.

Après la Reconstruction en Europe (par nature à dominance extensive) et la guerre de Corée, les pays de l'OCDE vont connaître une nouvelle poussée intensive, qui va cette fois

le concept de « paradigme technologique » de Perez, 1983, et de grandes similitudes avec le concept du « social structure of accumulation » de Bowles, Gordon et Weiskopf, 1983.

durer vingt ans, pendant lesquels la productivité va encore augmenter considérablement, comme d'ailleurs le capital fixe par tête. Mais cette fois la hausse du pouvoir d'achat des salariés (productifs et improductifs) accompagnera presque exactement la hausse de la productivité. Cette hausse de la productivité concernant à peu près également les deux sections, la composition organique du capital restera à peu près inchangée, et le taux d'exploitation également.

Nous nuancerons ces résultats plus loin. Mais pour le moment, ils nous permettent une stylisation de « l'Age d'Or ».

Dans ce modèle « d'Age d'Or » :

- Le taux de croissance de la composition technique globale (c'est-à-dire approximativement, du capital fixe par tête) et de la productivité de la section 1 sont les mêmes. Cette « contre-tendance » à la hausse de la composition technique inhibe la tendance à la hausse de la composition-valeur du capital.
- Le taux de croissance de la consommation salariée, et de la productivité dans la section 2, sont les mêmes. La « contre-tendance » à la baisse du taux de profit qu'aurait constituée la hausse du taux d'exploitation est certes inhibée, mais est inhibée du même coup la tendance à la crise de sous-consommation. Et, comme la composition organique du capital ne varie pas, le taux de profit général reste stable, et l'accumulation peut donc se poursuivre à un rythme régulier.

Ces deux conditions furent approximativement respectées dans les pays développés jusqu'au milieu des années 60. Or rien n'assurait a priori qu'il en soit ainsi.

La première condition s'est trouvée vérifiée de façon quasi miraculeuse<sup>4</sup>, et de fait les données statistiques montrent qu'elle est de moins en moins vérifiée dès les années 60 dans les principaux pays industrialisés. En revanche, la seconde condition fut assurée plus ou moins explicitement par une politique de

4. Il serait trop complexe de montrer ici comment néanmoins la régulation monopoliste a favorisé une accumulation intensive en capital. Voir Lipietz, 1983a.

régulation du rapport salarial : la production de masse s'est accompagnée d'une consommation de masse, réalisant ainsi le plein développement du « fordisme ». Cette régulation partielle s'insérait dans un ensemble de formes institutionnelles qui constituent une variante de la régulation monopoliste.

Schématiquement, le mode de régulation qui s'est consolidé après 1945 combine les formes institutionnelles suivantes :

- *Une contractualisation collective du salaire direct.* Le travailleur ne devait plus négocier au jour le jour, individuellement, la vente de sa force de travail. Des conventions collectives enserrèrent la majorité des salariés, en sorte que les patrons purent convenir entre eux (et accessoirement avec les syndicats) des hausses de salaires qui s'imposeraient à tous, à l'échelle d'une région ou du pays. Pour parfaire cette obligation du « partage des fruits de la croissance » fut institué un « salaire minimum garanti ».
- *L'Etat-providence (Sécurité sociale + système de garantie des chômeurs).* Il assurerait à chaque salarié, puis à la quasi-totalité de la population, un revenu garanti par-delà les aléas de la vie quotidienne.
- *La prolifération du tertiaire.* Cette stabilisation du rapport salarial s'accompagna d'une généralisation du salariat à la plupart des activités, y compris celles de direction, de régulation marchande et financière et de contrôle (Aglietta et Brender, 1984).
- *D'importantes modifications dans les rapports entre banques et firmes industrielles,* permettant à ces firmes de réorienter leur production de branche à branche, tout en maintenant leurs prix sur les branches en déclin.
- *Une transformation très importante dans le rôle de l'Etat.* Les modifications les plus importantes portèrent sur la gestion du rapport salarial (celle de l'Etat-providence et celle du rapport salarial direct), et sur la *gestion de la monnaie.* Une série d'innovations institutionnelles modifia radicalement la nature de celle-ci. Désormais, les banques privées émettent librement de la monnaie, en ouvrant des crédits aux entreprises et aux ménages. Cette « monnaie de crédit », anticipant la validité des valeurs en procès, détruite lors des remboursements, est gagée sur le pari que les emprun-

teurs auront effectivement la possibilité de rembourser. La Banque centrale, dépendante de l'Etat, garde cependant, par une batterie de mécanisme, la capacité de peser sur cette liberté de créer de la monnaie. Elle peut ainsi, pour relancer le mouvement des affaires, faciliter l'émission de crédit, ou au contraire, freiner. La dernière ressource s'offrant à l'Etat interventionniste consiste en la fixation de ses propres dépenses et de ses propres recettes : quand les affaires ralentissent, il peut diminuer les impôts et accélérer ses dépenses, en comptant sur la reprise ultérieure pour rembourser son déficit. Tels sont les outils de la « politique keynésienne ».

C'est le fonctionnement de ce mode de régulation, superposé à la généralisation du fordisme dans le procès de travail, qui a permis le respect à priori des deux règles du « schéma de l'Age d'Or » de l'accumulation intensive. Les différents pays de l'OCDE ont pu ainsi connaître, durant une quinzaine d'années, une croissance exceptionnellement forte, exceptionnellement longue, exceptionnellement régulière. Certes, il y avait bien quelques inflexions (les « récessions »), il y avait de grands écarts entre les rythmes de croissance nationaux, mais on peut dire que chaque pays expérimenta et développa le fordisme pour son propre compte, en élargissant sa demande intérieure. Le pays initialement le plus avancé, les USA, connut évidemment une croissance plus faible (mais de l'ordre de 4 % par an) que les pays au fordisme plus jeune. Seule la Grande-Bretagne, de par la force de ses syndicats de métier, et de par le désintéret de sa bourgeoisie financière, s'écarta notablement du modèle de production fordiste, et connut une croissance plus médiocre.

### 3°) L'« hégémonie implicite » des USA.

Comme on vient de le voir, le modèle de croissance fordiste accorde une importance secondaire aux échanges internationaux. Son moteur est la transformation interne des processus productifs industriels. Sa cible est la croissance du marché *inté-rieur* par l'élévation du pouvoir d'achat. De ce fait, les « débou-

chés extérieurs » en direction des pays dominés, traditionnelle forme de régulation du capitalisme concurrentiel, perdent beaucoup de leur importance (Lipietz, 1981). En fait, le rapport des exportations au marché intérieur des produits manufacturés connu, vers 1965, son minimum historique. Encore les échanges internationaux se développèrent-ils principalement à l'intérieur des blocs continentaux, et au sein de l'OCDE : Europe, Amérique du Nord (voir le tableau 1).

TABLEAU I  
ECHANGES EXTERIEURS ET PRODUCTION  
(En %)

	1899	1913	1929	1937	1950	1959
<i>Part exportée de la production de produits manufacturés :</i>						
France . . . . .	33	26	25	12	23	18
Allemagne (territoire du Reich jusqu'en 1937) . . . . .	31	31	27	15	—	—
République fédérale allemande . . . . .	—	—	—	—	13	23
Royaume-Uni . . . . .	42	45	37	21	23	19
Etats-Unis . . . . .	5	5	6	5	5	4
Japon . . . . .	25	40	29	40	29	23

Source : Mistral, 1977.

Tendanciellement, le Sud se trouve cantonné dans un rôle de fournisseur de main-d'œuvre et de matières premières. Le contrôle de ces gisements fut la tâche essentielle de l'hégémonie politique et militaire des USA. Certes, quelques pays (en Amérique latine, en Asie) tentèrent-ils de s'accrocher pour leur propre compte au modèle fordiste, à l'abri de puissantes bar-

rières douanières : ce fut la « première politique de substitution aux importations ». Cette politique échoua, faute d'atteindre aux rythmes de croissance de la productivité des pays développés, et cela pour des raisons complexes mais principalement internes (Lipietz, 1981).

Les rapports économiques internationaux sont donc principalement des rapports « Nord-Nord<sup>5</sup> ». Peut-on à leur propos parler d'un régime d'accumulation, d'un mode de régulation mondial ? En fait, il s'agit essentiellement d'un vaste mouvement de « rattrapage » de l'Europe et du Japon à l'égard des USA, à partir d'une situation fortement différenciée. Ce couple « différenciation/rattrapage » constitue à lui seul comme un régime d'accumulation et une forme de régulation, base de ce que G. Arrighi, 1982, a appelé « l'hégémonie implicite des Etats-Unis ». Vainqueur de la Seconde Guerre mondiale, disposant d'une considérable avance dans la productivité industrielle, produisant à eux seuls 63 % du Produit intérieur brut des cinq principaux pays (USA, Royaume-Uni, RFA, France, Japon) et 56 % de la valeur ajoutée manufacturière en 1950, les USA imposèrent leur modèle de développement, culturellement d'abord, financièrement ensuite (avec les plans Marshall et Mac-Arthur), institutionnellement enfin (avec les accords de Bretton-Woods, la création du GATT, du FMI, de l'OCDE).

Dans ces conditions, il n'était nul besoin d'une forme de régulation internationale du rapport salarial : dans des formes concrètes diverses, les mêmes principes (contractualisation, Etat-Providence, croissance du pouvoir d'achat) sont partout adoptés. Le dollar devient la monnaie mondiale. Elle est en fait gagée sur la validité incontestable des valeurs en procès américaines : l'écart de productivité est tel que les biens d'équipement américains, qui incorporent les normes de production les plus performantes, trouveront toujours acquéreurs en Europe ou au Japon. La balance commerciale américaine est donc systématiquement excédentaire. Le problème est plutôt celui du pouvoir d'achat nippon-européen en biens de production américains. Ce problème est résolu d'abord par les prêts de l'Etat américain,

5. Dans cette intervention nous excluons totalement les pays à économie centralisée dite « socialiste », qui connaissent un régime d'accumulation et surtout un mode de régulation bien différents (voir néanmoins Leborgne et Lipietz, 1983, Chavance, 1984).

puis de plus en plus par les investissements extérieurs des firmes américaines : la balance des paiements US est donc au contraire structurellement déficitaire. Ces déficits constituent la base d'une monnaie internationale, les xéno-dollars, base gagée théoriquement sur le stock d'or US, mais en réalité, encore une fois, sur la validité incontestée de la production capitaliste américaine. On le verra quand, cette validité devenant problématique, les USA refuseront d'échanger contre de l'or les balances-dollars détenues par les résidents étrangers.

Nous avons donc, non pas un régime d'accumulation à proprement parler, mais une *configuration mondiale* réalisant provisoirement la compatibilité d'une juxtaposition de régimes d'accumulation semblables, mais différents dans leur rythme de croissance et leur mode d'insertion internationale. Schématiquement, les USA équipent l'Europe (ou le Japon) en échange d'un droit sur la force de travail européenne, l'achat de cette force de travail (par les firmes multinationales) ouvrant en revanche des droits sur les biens de production américains, achats qui, joints à la généralisation accélérée du fordisme, permettent à l'Europe<sup>6</sup> et au Japon de rattraper leur retard. Rattrapage qui ne se produira pas dans les pays de « substitution aux importations » du Sud, faute de réformes sociales suffisantes.

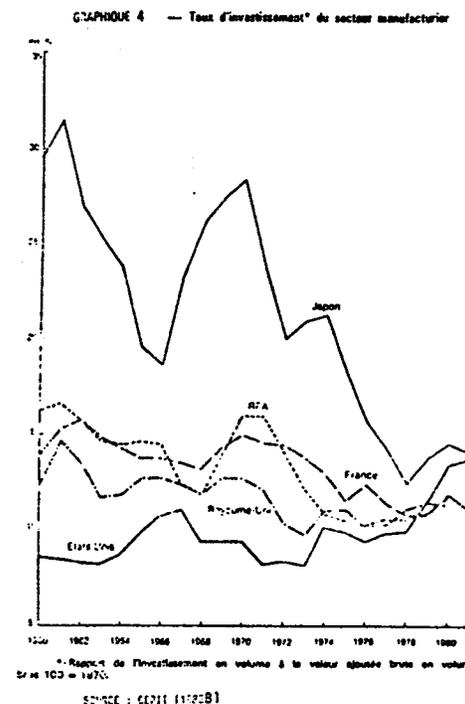
Comme nous le verrons par la suite, l'économie mondiale ne dépassera jamais ce niveau d'organisation implicite. Il n'y aura jamais de formes institutionnelles régulant la demande mondiale, il n'y aura pas d'autorité souveraine supra-nationale réglant l'émission monétaire. Les complémentarités et les antagonismes entre économies nationales resteront des *configurations* de rencontre, partielles et instables, et ce n'est que par abus de langage qu'il sera possible de parler de « régime d'accumulation mondiale<sup>7</sup> ».

6. On traite ici l'Europe comme un bloc, mais en réalité une configuration de « complémentarité vertueuse » peut également être identifiée entre les Etats parties prenantes à la Communauté économique européenne. Schématiquement, la RFA est l'atelier d'équipement de la France et de l'Italie, qui lui vendent en échange des biens de consommation, l'ajustement s'opérant « par les prix » (grâce aux changements de parité) et « par les volumes » (grâce à des « plans de refroidissement » modérés).

7. Pour une réflexion méthodologique sur ce problème (qui implique

II. — DE L'ÉROSION LATENTE A LA CRISE MANIFESTE (1967-1974)

Si l'on caractérise la crise par le ralentissement général de la croissance du produit manufacturier, provoquant une progression générale et continue du chômage, et par la perte de la régularité de cette croissance, alors on doit en observer les signes avant-coureurs dès la récession de 1967 (graphique 1).



Non seulement la pente joignant les points hauts des mini-cycles mondiaux s'infléchit légèrement à partir de cette date, de nuancer fortement la vision systémiste d'une « économie-monde », voir Lipietz, 1983c.

mais surtout, la pente joignant les points bas, jusqu'alors très rapprochée et parallèle (sur un taux de 6,6 % par an) en diverge sensiblement. Elle tombe à 4,8 % de 1967 à 1971, à 2,5 % de 1971 à 1975, et nous verrons la suite.

La recherche d'indicateurs plus profonds nous conduit d'abord, compte tenu de ce que nous savons des ressorts du fordisme, à l'examen de la productivité manufacturière. C'est là bien sûr que gît la racine de la crise du fordisme, qui se généralise dans la période considérée. Nous examinerons d'abord cette crise *générale*, c'est-à-dire dans ce qu'elle a de commun à tous les régimes d'accumulation nationaux. Puis nous évoquerons l'*interaction* entre ces régimes, qui jouera en quelque sorte le rôle d'un amplificateur.

#### 1°) Aux racines de la crise générale du fordisme.

Dans le développement de la crise actuelle, il convient de distinguer trois séries de phénomènes et d'enchaînements différents :

- Ceux qui relèvent de la crise générale du fordisme, et qui se retrouvent plus ou moins dans tous les pays ayant adopté ce mode de développement ;
- les enchaînements amplificateurs dus à l'interconnection des différentes formations socio-économiques ;
- les phénomènes spécifiques à chacune des formations sociales concernées.

Nous n'évoquerons évidemment pas ici ces spécificités nationales, bien que leur étude soit actuellement un des champs de développement les plus fertiles des recherches plus ou moins inspirées par l'École de la régulation<sup>8</sup>. La distinction entre les deux premiers types d'enchaînements doit en revan-

8. Voir en particulier les travaux du CEPPI dans le numéro 13-14, 1983, de la revue *Economie Prospectives Internationales*. Ces travaux prennent notamment en compte les conditions différentes de répartition des surpluses de productivité entre le secteur manufacturier (et internationalisé) d'une part, le secteur tertiaire (et abrité) d'autre part. Voir également le rapport de la Fédération européenne de Recherche économique, 1984.

che être bien claire, et ses implications politiques sont évidentes. Si l'on s'en tient aux seconds, la Crise apparaît comme une crise de la seule régulation monopoliste *nationale* devenue contradictoire avec l'internationalisation de la production : une sortie de la crise par une « relance concertée » est envisageable. Si l'on prend en compte les premiers, la Crise touche en outre aux racines du régime d'accumulation intensive fondé sur les principes tayloriens d'organisation du travail et le développement fordien de la consommation de masse. Nous tâcherons de présenter ici une synthèse.

Le symptôme le plus clair de la crise du régime d'accumulation est le ralentissement général des gains de productivité, qui intervient vers la fin des années 60, et touche même les branches les plus typiquement fordistes, comme l'automobile (Boyer, 1979). Mais comment ce ralentissement engendre-t-il une crise ?

Une première voie consiste à souligner la contradiction entre ce ralentissement et le maintien des tendances à la hausse du pouvoir d'achat. La crise naîtrait d'un « étranglement des profits » (« profit squeeze ») dû à la hausse du coût salarial par unité produite. Cependant, les statistiques ne semblent pas confirmer ce diagnostic pour l'ensemble des pays industrialisés au début des années 70 (sauf, transitoirement, en Allemagne et au Japon). Plus exactement, la hausse du pouvoir d'achat ne manifeste pas d'accélération autonome, et dans les (rares) cas où elle dépasse les gains de productivité, c'est que ceux-ci ont ralenti (tableau II). En outre, si telle était l'origine de la Crise, un simple ralentissement des hausses de salaire (direct ou indirect) aurait suffi à l'enrayer.

Plus convaincante est la prise en compte de l'autre composante de la profitabilité du capital : ces gains de productivité déclinant ont existé, dès le milieu des années 60, une hausse *en valeur* du capital par tête, ou, en termes marxistes, de la composition organique du capital (Lipietz [1982]).

Le tableau III indique en effet que les gains de productivité ne compensent plus la hausse de la composition technique du capital, le volume de capital fixe par tête.

Les procédures de « mark-up » propres à la régulation monopoliste ont d'abord compensé cette baisse de la rentabilité « instantanée » du capital par une hausse mondiale des profits,

TABLEAU II

 ACCROISSEMENT DU SALAIRE REEL  
 ET DE LA PRODUCTIVITE

(en taux de croissance moyen annuel)

		(1950 -1955)	(1955 -1960)	(1960 -1970)	(1970 -1974)	
Grande-Bretagne	(s/p) II	3,0	2,3	3,1	1,2	
		2,0	2,3	2,6	2,4	
		(1956 -1961)	(1961 -1966)	(1966 -1970)	(1970 -1975)	
Etats-Unis	(s/p) II	2,9	2,4	2,5	0,2	
		2,3	3,6	0,9	0,3	
		(1950 -1955)	(1955 -1960)	(1960 -1965)	(1965 -1970)	(1970 -1974)
RFA	(s/p) II	5,5	4,8	5,5	4,9	5,1
		7,2	5,2	5,0	5,3	3,8
		(1957 -1959)*	(1959 -1964)	(1964 -1968)	(1968 -1973)	(1973 -1975)
France	(s/p) II	2,4	5,6	4,5	4,9	4,2
		4,1	6,1	4,8	5,4	1,8
		(1954 -1957)	(1957 -1964)	(1964 -1970)	(1970 -1973)	(1973 -1975)
Japon	(s/p) II	5,8	7,7	8,6	11,6	5,6
		8,6	9,4	9,6	6,5	0,5

\* Ancienne base de comptabilité nationale.

Source : Lapierre-Donzel [1980].

mais celle-ci s'est répercutée en hausse générale des prix et des salaires, donc de la part des amortissements dans la marge brute d'autofinancement. D'où une tendance à l'endettement croissant des entreprises, et une hausse des frais financiers qui, s'ajoutant à la hausse des amortissements et à la hausse du prix relatif des investissements, a débouché sur une crise latente de la capacité d'investir (Lipietz, 1983A), le tout en ambiance inflationniste. Dès lors, le ralentissement de l'investissement,

TABLEAU III

 TAUX DE CROISSANCE ANNUELS DE LA COMPOSITION  
 TECHNIQUE K/N  
 ET DE LA PRODUCTIVITE Q/N (INDUSTRIE)

	K/N				
	1950 -1955	1955 -1960	1960 -1965	1965 -1970	1970 -1975
Japon		5,7	11,0	10,9	11,2 9,9 (c)
RFA	1,8	6,1	8,0	5,9	7,6 2,5 (c)
France					
A base	3,2	3,5	5,7		
N base			4,1	4,9	5,0 4,8 (c)
Royaume-Uni	2,3	3,8	3,7	4,3	4,6 (d) 5,0 (c)
Etats-Unis		5,0 (b)	2,0	3,6	4,3 1,8 (c)
	Q/N				
	1950 -1955	1955 -1960	1960 -1965	1965 -1970	1970 -1975
Japon		12,5 (b)	7,8	13,1	3,5 5,4 (c)
RFA	8,5	5,4	5,4	5,4	3,2 3,3 (c)
France					
A base	5,1	5,6	5,1		
N base			6,1	7,0	3,1 4,9 (c)
Royaume-Uni	2,2	2,4	2,9	3,2	3,4 (d) 5,5 (c)
Etats-Unis		2,1 (b)	4,5	1,0	0,6 2,6 (c)

(a) 1951-1955 (b) 1956-1960 (c) 1970-1973 (d) 1970-1974

Source : Lapierre-Donzel, 1980.

combiné au ralentissement de l'emploi créé par chaque investissement, déclenche la hausse du chômage, donc celles des charges de l'Etat-Providence.

Que l'on mette l'accent sur le « profit squeeze » ou la hausse de la composition organique du capital, la crise actuelle de l'accumulation intensive apparaît comme une crise de la *rentabilité*, au contraire de celle de 1930, qui était une crise de *sur-production*. Les formes institutionnelles de la régulation monopoliste inhibent en effet la « spirale dépressive » : le gonflement du salaire indirect enrayer la baisse du pouvoir d'achat global (malgré la croissance du nombre des chômeurs), la solidité de la monnaie de crédit permet la survie de valeurs en procès (donc d'entreprises) qui auraient été réduites à la faillite dans le cadre d'un système bancaire contraint par une base-or. La crise assumera donc la forme d'une *stagnation* (et non d'un effondrement de la production) coexistant avec une *inflation* (et non un écroulement des prix).

Mais pourquoi le ralentissement de la productivité ? Ici, les analyses que nous venons d'évoquer se distinguent le plus nettement de la théorie des « longues vagues d'innovations ». Il est en effet bien difficile d'identifier un ralentissement de l'innovation technologique dans le courant des années 60. A contrario, rien de fondamentalement nouveau ne fondait la croissance d'après-guerre, et l'informatique transistorisée est déjà considérablement développée au début des années 70. En revanche, les succès puis les échecs des principes tayloriens puis fordien d'organisation du travail sont manifestes (Coriat, 1979).

Au bout d'un demi-siècle de taylorisme et de fordisme, il est devenu « naturel » de s'attendre à ce que, chaque année, un ouvrier produise plus que l'année précédente, et « mystérieux » de constater que cette croissance ralentit. Pourtant, quand Taylor et Ford inventèrent leurs nouvelles méthodes d'organisation du travail, ils brisaient une routine qui n'avait connu dans le passé que quelques bonds en avant. Leur méthode était avant tout une méthode disciplinaire et une méthode d'extraction du savoir-faire. Au bout de cinquante ans, il n'y avait plus guère de raison que « le meilleur geste » (*The one best way*) n'ait été détecté, décortiqué, systématisé, et généralisé. La massification du travail avait fini par épuiser le grand gisement du savoir ouvrier. Non qu'il n'existe encore d'immenses gisements de

productivité dans l'ingéniosité humaine : mais ils ne peuvent plus être exploités par les méthodes tayloriennes, celles de l'abrutissement, de la parcellisation des tâches, de l'affectation des postes de travail à un geste indéfiniment répété. En outre, la parcellisation elle-même rencontrait ses propres limites : temps morts entre les postes de travail, retouches concentrées en fin de chaîne, etc.

C'est là qu'on retrouve la lutte des classes, à l'origine du ralentissement de la productivité : la grande victoire des patrons des années 20 avait dilapidé son propre butin. En face des maîtres des usines, patronat, bureau des méthodes, chronométrateurs, contremaîtres, se dressait maintenant le bloc massifié des ouvriers spécialisés.

Les années 1967-1974 sont donc d'abord celles d'une contre-offensive ouvrière qui se superpose à l'immobilisme de la « technologie sociale » patronale. Une contre-offensive de l'ouvrier spécialisé, revanche de la défaite de l'ouvrier professionnel. C'est la part de vérité dans l'assertion selon laquelle les travailleurs ont mis en crise le capitalisme, bien plus que les Etats pétroliers reprenant le contrôle de leurs richesses.

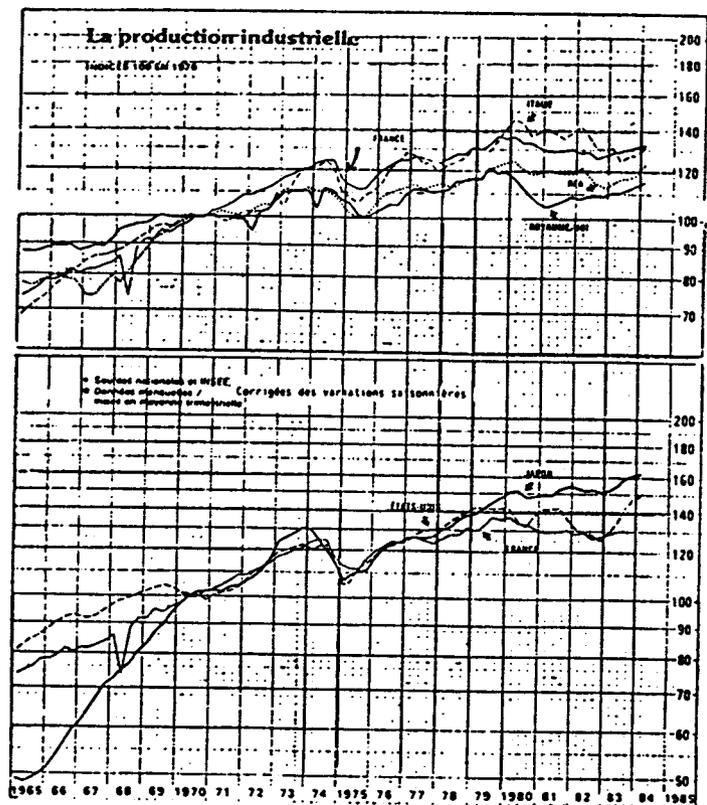
Reste à comprendre la manière dont cette crise latente du fordisme, miné par des évolutions somme toute minimales mais qui finissent par se cumuler, a pu dégénérer en récessions manifestes. Il faut pour cela prendre en compte la dimension internationale, et les réactions gouvernementales et patronales.

## 2°) De l'érosion de l'hégémonie US au premier choc pétrolier.

A partir de 1967, une transformation qualitative modifie radicalement la configuration internationale : la productivité du Japon et de l'Europe (en particulier de la RFA et de la France) s'est à ce point rapprochée du niveau américain (graphique 2) que les différences de coût salarial par unité produite deviennent défavorables à la compétitivité US, au cours du dollar en vigueur. Ce rattrapage est dû à la fois à la croissance des firmes multinationales en Europe et à la généralisation en Europe et au Japon des méthodes fordistes : le taux d'investissement dans ces pays reste en effet très largement supérieur au taux US.

Dès lors, la balance commerciale des USA devient déficitaire. La masse des xéno-dollars n'est par ailleurs plus couverte par le stock d'or de Fort Knox. Ces dollars ne peuvent donc plus être considérés comme représentant une « monnaie-marchandise » (l'or), ni comme représentant des valeurs en procès incontestablement validables au niveau international (puisque la production américaine est de moins en moins compétitive). Le dollar apparaît donc surévalué.

GRAPHIQUE 5



Par étapes<sup>9</sup>, le dollar abandonne son rôle de référence absolue, et commence à flotter à la baisse contre toutes les monnaies. Le capital américain y perd en capacité d'investir à l'étranger (mais les filiales de ses firmes multinationales peuvent maintenant directement se financer à l'extérieur). En revanche la guerre commerciale se trouve déclenchée entre les trois pôles de l'économie mondiale, de compétitivité sensiblement équivalente. A la configuration différenciée des années 50-60 succède un couplage des trois pôles où les phases d'expansion et de récession tendent à se faire directement écho et à s'amplifier réciproquement.

Le boom mondial de 1973 laisse donc de toute manière augurer une récession générale pour l'année suivante. Mais surtout il provoque une extrême tension sur le marché des matières premières. Or, au même moment, des coups portés à l'hégémonie explicite des Etats-Unis (en Indochine) suscitent une vague nationaliste dans le tiers-monde. La guerre israélo-arabe d'octobre 1973, dans cette conjoncture objective et subjective, offre aux pays exportateurs de pétrole l'occasion de récupérer le contrôle de la fixation de la rente pétrolière (portée à 11 \$ le baril).

Théoriquement, il s'agit simplement du déplacement de la propriété d'une fraction minimale de la valeur ajoutée mondiale<sup>10</sup>. Mais dans les pays développés, déjà menacés par une récession, et où la crise latente du fordisme exacerbe les tensions sur le partage de cette valeur ajoutée, ce brusque prélèvement suscite

9. En 1968, la suppression du pool de l'or fait du dollar une monnaie à cours forcé. Le 15 août 1971 sa référence à l'or est définitivement supprimée, et sa parité par rapport aux autres monnaies devient complètement flottante à partir de mars 1973. Cette évolution sera officialisée en janvier 1976 par les accords de la Jamaïque.

10. Rappelons que, pour la pensée économique « classique », la hausse de la rente foncière présente deux aspects.

— Selon Ricardo, elle vient en soustraction du profit capitaliste. Mais nous verrons que la rente pétrolière sera recyclée en investissements.

— Selon Malthus, elle vient renforcer la demande effective « de luxe ». Et c'est bien ce qui se passera, les avions de guerre remplaçant les carrosses !

Le « choc pétrolier » ne peut donc être considéré comme une cause autonome de la crise, tout au plus a-t-il pu révéler les contradictions latentes.

aussitôt une flambée inflationniste dans la lutte pour la redéfinition de ce partage. A la faveur d'une poussée de l'inflation, patronats et gouvernements tentent, en comprimant les salaires et en restreignant le crédit, d'imposer une baisse du pouvoir d'achat des salariés. Les premiers résultats obtenus dans ce sens au cours de l'année 1974 déclenchent une dépression de la demande mondiale qui, s'ajoutant à un déstockage en catastrophe, provoque la première grande récession de la crise.

Dès 1975 toutefois, la résistance ouvrière et syndicale enrayer partout dans le monde cette première offensive de l'austérité. Surtout, les stabilisateurs automatiques de l'Etat-Providence, souvent renforcés par l'extension précipitée de l'assurance chômage (d'autant plus « généreusement » octroyée que les classes dominantes ne croient pas à la profondeur de la crise), viennent enrayer la spirale dépressive, garantissant une stabilité certaine de la consommation, malgré la poussée du chômage. Un « filet de sécurité » entrave ainsi la récession, et, dès 1975, la reprise est générale, d'autant plus que le prélèvement pétrolier, financé à crédit, démultiplie la demande effective mondiale. Telle est l'étrange configuration que nous allons examiner.

### III. — UNE CONFIGURATION DE TRANSITION : 1975-1979.

La seconde moitié de la décennie 70 est marquée par une étrange contradiction. D'une part, la crise du fordisme s'aggrave. D'autre part, le keynésianisme survit fort honorablement à sa propre base, tant à l'échelle nationale que mondiale. Cette survivance est l'aspect principal, qui donne sa coloration à la période : c'est donc par là que nous allons commencer.

#### 1°) Une gestion sociale-démocrate de la crise.

On peut qualifier de « sociale-démocrate » cette première phase de la gestion de la crise. En Allemagne, en Scandinavie, les sociaux-démocrates étaient au pouvoir. En Angleterre, le travailliste Callaghan. Aux Etats-Unis, le démocrate Carter. En France, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac orga-

nisèrent la relance, sans que l'on puisse savoir la part de manœuvre politique et celle de la conviction économique. D'une manière générale, l'idée dominante était alors que le keynésianisme restait valable. Il s'agissait simplement, en empruntant (comme en Suède), ou en émettant de la monnaie de crédit mondial (comme aux USA), d'attendre que s'estompe le choc pétrolier, et que s'opère l'ajustement de l'offre à la déformation de la structure de la demande mondiale, en direction des biens d'équipement civil et militaire commandés par les pays de l'OPEP.

A l'échelle nationale, cette politique « d'absorption » du choc pétrolier fut pratiquée de manière particulièrement conséquente par l'administration Carter. « Locomotive » principale (selon la terminologie de l'OCDE en vigueur à l'époque), les USA de Carter, au prix d'une émission discrétionnaire, alimentèrent le monde de monnaie de crédit à validité universellement admise, même si son pouvoir d'achat international était de plus en plus contesté. Dans le domaine intérieur, malgré ou plutôt grâce à une absence remarquable de gains de productivité, ils parvinrent encore à créer des millions d'emplois (essentiellement tertiaires). L'Europe occidentale et surtout le Japon fournissaient des machines et des biens d'équipement domestique, non seulement aux USA, mais aux pays de l'OPEP, aux pays de l'Est, et surtout aux pays du Sud qui adoptaient à leur tour une variante du modèle fordiste, que nous examinerons plus loin.

Naturellement, ce « laxisme monétaire » américain entraînait une baisse précipitée de la valeur du dollar, mais les USA n'en avaient cure : cette dévaluation servait leur expansionisme interne. Car, compte tenu de leur faible coefficient d'importation, elle n'entraînait qu'un surcroît modéré d'inflation. La baisse nominale du dollar par rapport aux autres monnaies se traduisait donc par une dévaluation *réelle* des coûts américains, rétablissant la compétitivité compromise par une trop longue surévaluation. C'est-à-dire que, compte tenu des différences d'inflation d'une part, de la dévaluation nominale de l'autre, le lot moyen de marchandises américaines coûtait de moins en moins cher, exprimé dans la même monnaie aux taux de change courant, par rapport au lot moyen de marchandises allemandes ou françaises. Ainsi, comparé au lot américain de même prix en 1970, le lot allemand valait 90 % plus cher en 1980 !

2°) *La paralysie relative de l'Europe.*

Tandis que les USA sauvegardaient la croissance de leurs emplois grâce à une dévaluation forcenée et au prix d'une stagnation de leur productivité, le Japon pratiquait la même politique de dévaluation (avec la même absence de conséquences dramatiques sur l'inflation interne, et pour les mêmes raisons : la faible part de leurs importations). Mais lui utilisait cette arme pour conquérir des parts de marché et inonder le monde de produits manufacturés de type fordiste (automobile, hifi, appareils optiques, etc.). Ces deux pays se détachent ainsi du lot quant à la croissance industrielle : respectivement + 27 % et + 36 % de 1975 à 1979. En revanche, les pays européens connaissent une croissance certes remarquable pour une période de crise, mais nettement plus faible que les USA et le Japon (de 20 à 30 %).

Les raisons de cette lenteur sont sans doute profondes, et tiennent à la gravité de leur crise industrielle, au caractère particulièrement lourd (en termes d'intensité capitalistique) et particulièrement rigide (en termes de rapports sociaux) des variantes européennes du fordisme. Souhaitant en rester, dans cette intervention, aux dimensions « non-nationales » de la crise, nous soulignerons particulièrement un obstacle important, qui s'oppose en Europe à la tactique « keynésianisme + dévaluation ». Il s'agit de la mécanique perverse « austérité + internationalisation ».

De plus en plus intégrée au plan industriel, l'Europe reste en effet fragmentée en nations distinctes qui doivent *chacune* veiller à l'équilibre de leur balance commerciale. Or leurs productions sont de plus en plus « complémentaires » : elles doivent obligatoirement se les acheter les unes aux autres. Dans ces conditions, la dévaluation perd beaucoup de son efficacité, car les « effets-prix » jouent moins. Pour rétablir sa balance commerciale, un pays doit alors moins importer, moins consommer, moins investir. Même sur les « productions substituables », la concurrence par les prix, dans la zone de libre-échange sans politique commune qu'est devenue l'Europe, impose une forme redoutable de protectionnisme : le protectionnisme à coup de restrictions sur les salaires, de « stagnation compétitive » : « l'austérité ». Car le coût salarial, déterminé par le « niveau

de vie » en vigueur dans un pays, acquiert une nouvelle dimension : il devient un déterminant de la compétitivité internationale.

Le coût salarial, ou plutôt le coût corrigé par la productivité, ce qu'on appelle le *coût salarial par unité produite*, a toujours été, pour chaque entreprise, une condition de sa compétitivité par rapport aux autres entreprises. C'est pourquoi, dans les années vingt, Ford ne pouvait réussir tout seul son pari. Il a fallu les conventions collectives, le salaire minimal, etc., pour que chaque entreprise renonce à faire concurrence aux autres dans un même pays à *coups de bas salaires*, comprimant ainsi la demande nationale. Mais voilà : il n'existe pas de convention collective internationale, il n'existe même pas d'« espace social européen ».

Ainsi, les différents pays européens se retrouvent, les uns vis-à-vis des autres, dans une situation de « régulation concurrentielle », qui, plus tôt qu'ailleurs, compromet l'efficacité du keynésianisme interne. Nous verrons comment cette configuration stagnationniste se généralisera avec le second choc pétrolier et le choc monétariste. Mais, pour le moment, cette configuration locale européenne baigne dans un contexte plus favorable, qui constitue un véritable « keynésianisme mondial », dont nous allons examiner l'effet le plus spectaculaire : la croissance du fordisme périphérique.

3) *Le fordisme périphérique.*

Nous avons déjà fréquemment décrit la logique interne du fordisme périphérique (Lipietz, 1981, 1983 b et c.), qui triomphait, au cours des années 70, dans une poignée de « Nouveaux Pays Industrialisés » : Mexique, Brésil, Corée, Taïwan, etc. Il s'agit en substance d'adopter le modèle d'industrialisation fordiste, du point de vue du procès de travail immédiat, mais seulement très partiellement (et à la limite pas du tout) du point de vue de la régulation du rapport salarial. Dans ces conditions, la « demande effective », les débouchés, ne peuvent être qu'internationaux : les N.P.I. importent les machines du Nord, et lui revendent des produits manufacturés<sup>11</sup>. Dans les années

11. En fait, ils continuent *aussi* à leur vendre des matières premières (quand ils le peuvent). En outre, certains pays de l'Est, comme la

70, cette stratégie sembla rencontrer des conditions miraculeuses de réalisation. On avait en effet schématiquement la configuration suivante :

— Les pays de l'OCDE, et surtout les USA, poursuivaient, avec de faibles gains de productivité, avec des investissements ralentis, une croissance tirée par une consommation ralentie mais non décroissante.

— Ces pays payaient à crédit leurs importations, et de ce fait permettaient la prolifération d'une monnaie de crédit internationale (les xéno-dollars) basée sur la monnaie de crédit nationale américaine.

— Ces liquidités, prêtées par les banques des pays excédentaires (OPEP et Japon) à certains pays du Sud (les NPI), leur permettaient d'acheter à crédit des machines dans l'OCDE.

— Les NPI espéraient rembourser ces emprunts en vendant leurs produits manufacturés aux pays de l'OCDE et de l'OPEP, ce qui était « jouable » pour deux raisons :

(1) les gains de productivité pour ces pays « neufs » étaient très rapides (alors qu'ils avaient considérablement ralenti au Nord), et leurs coûts salariaux horaires étaient de 5 à 10 fois plus bas ;

(2) le marché mondial restait en expansion du fait de la « gestion sociale-démocrate de la crise ».

Dans cette configuration transitoire mais combien fragile, les NPI purent atteindre des taux de croissance de l'ordre de 10 % l'an, ce qui n'est pas mal pour une « grande crise » ! Mieux encore, leur demande en biens d'équipement, qui s'adressait au Nord, y compensait, et au-delà, les suppressions d'emplois qu'entraînait, dans les vieux pays industriels, leur montée en compétitivité dans le secteur des biens de consommation courante.

Par une étrange ruse de l'Histoire, on retrouve ici comme un écho de la configuration vertueuse USA-Europe-Japon des années 50. En quelque sorte, la hausse de la rente pétrolière, financée par la monétisation du déficit américain, puis recyclée par les banques privées en direction des NPI, joue le rôle d'un « plan Marshall forcé vers le Tiers-Monde » ! Il faut cependant insister sur l'extrême fragilité de ce recyclage *privé*, et du modèle fordiste

Pologne d' Gierek, s'insèrent dans le même schéma (avec les mêmes conséquences).

périphérique lui-même. Extrêmement dépendant de l'évolution de la demande mondiale, il ne touche qu'un nombre très limité de pays du Sud, en déstabilisant leur structure interne. Dès avant la fin de la décennie, il s'écroule sous le poids de ses contradictions sociales en Iran, au Nigéria, en Turquie, etc.

Nous verrons plus loin les effets ravageurs du choc « monétariste » sur le fordisme périphérique. Mais on ne peut conclure l'évocation de cette période sans avoir souligné la maturation en profondeur de la crise, sous le voile du keynésianisme continué.

#### 4°) Poursuite de la crise du fordisme et recherche de nouvelles voies.

Cette époque fut donc celle de la gestion douce de la crise. La productivité, la production, la consommation, restaient quand même croissantes, le chômage montait lentement. Mais entretenir une consommation croissante avec une main-d'œuvre décroissante, une productivité ralentie, exigeait un prélèvement de plus en plus fort sur la valeur ajoutée pour soutenir le coût de l'Etat-Providence. Ce coût fut payé par les entreprises (puisqu'on avait fait le choix de ne pas « trop » faire payer les salariés). En France, la part des profits dans la valeur ajoutée chuta, de 30 % dans les années 60, à 25 % dans les années 70.

Cette baisse de la part des profits s'ajoutait à la hausse du coût du capital fixe (donc des investissements), qui s'accélérait d'autant plus que les patronats et les gouvernements cherchaient à remplacer encore plus vite les hommes par les machines, et les centrales à fuel par des centrales nucléaires. Si on compare l'année 1977 à l'année 1972, on constate que la « productivité apparente du capital » plonge littéralement, surtout dans les industries les plus fordistes : en France il faut investir 17 % de plus pour produire la même valeur ajoutée !

Grâce à l'Etat-providence et aux politiques keynésiennes, le fordisme se survit à lui-même, mais sa crise profonde est de plus en plus évidente, et elle se manifeste par le contraste entre une croissance anormalement faible et une inflation de plus en plus rapide : c'est la « stagflation ».

Mais, sous l'apparence d'une continuité à crédit, les choses changeaient. Le capitalisme explorait de nouvelles voies, de nouveaux dispositifs pour tenter de sortir de la crise.

Le fordisme périphérique, ce transfert des productions fordistes banalisées vers des pays à bas salaires et faible protection sociale, est l'une de ces voies. Mais plus profondément, au sein même des pays industrialisés, le rapport salarial voit se dessiner deux grandes inflexions, la première régressive, la seconde potentiellement progressive.

— *D'abord, la remise en cause des conditions de la reproduction de la force de travail.* Dans la croissance, le couplage productivité-salaire direct avait tenu le rôle principal, l'Etat-providence un rôle d'appoint. Au fur et à mesure que le rôle de ce dernier se développait, assurant aux salariés et à leurs familles une sorte de revenu permanent, des entreprises essayèrent de se débarrasser des lourdes chaînes contractuelles qui les liaient directement à ces salariés. Le « noyau dur » du salariat (les travailleurs permanents) commença à fondre, tandis que se mit à proliférer un monde de hors statuts, intérimaires, temps partiels, etc., qui vivaient principalement de l'Etat-providence et, de temps en temps, d'un salaire. Arrangement bien profitable à chaque entreprise, mais qui retombait sur l'ensemble de la population et des entreprises par l'alourdissement des prélèvements obligatoires. De plus, cette évolution désarticulait encore plus le consensus autour du fordisme : les dernières traces de « statut » ou de « métier » disparaissaient chez les jeunes, condamnés dès l'entrée dans la vie active à une alternance de « petits jobs » et d'assistance.

— *La seconde tendance, évidemment plus intéressante, était la recherche de gisements nouveaux de productivité.* Gisements recherchés, au sein même du procès de travail, à la fois dans les promesses de la « révolution technologique » de l'électronique, et dans une remise en cause des principes tayloriens : recombinaison des tâches, intéressement individuel ou collectif (à travers les « cercles de qualité ») des producteurs à la recherche de l'efficacité, etc.

A l'évidence, nous sortons ici du domaine des « développements de la crise » pour entrer dans le monde, à peine exploré, des voies de son issue. Ce qui se cherche à tâtons, c'est le nouveau principe d'organisation du travail qui fondera le futur régime d'accumulation. Dès lors, il n'est plus question de « rattrapage » ou d'imitation d'un modèle préexistant (celui qu'offraient les USA en 1950). Le bond en avant spectaculaire de

la productivité japonaise, qui laisse sur place les deux autres concurrents (la RFA et la France) lancés à la poursuite des USA, est évident dès cette époque sur le graphique 2. Il est encore plus net dès que l'on entre plus dans le détail des branches (tableau IV). Le capitalisme japonais n'a pas « rattrapé » les USA. Il les a dépassés, en inventant une autre manière, post-fordiste, de transformer en productivité l'ingéniosité des producteurs, manuels et intellectuels.

Mais ces germes d'avenir, comme le taylorisme de jadis, ne pourront se développer que dans un cadre macro-économique et social favorable. C'est ce que va prouver, a contrario, le choc monétariste.

TABLEAU IV

NIVEAUX DE PRODUCTIVITE PAR TETE  
DANS LES BRANCHES MANUFACTURIERES EN 1980  
(base 100 : Etats-Unis)

	France	RFA	Royaume-Uni	Japon
— Branches métalliques . . . . .	62	64	28	122
dont : Sidérurgie-métallurgie ..	70	91	38	137
Construction mécanique	71	65	27	117
Matériel électrique et électronique . . . . .	50	40	26	135
Matériel de transport *	55	55	21	94
— Branches non métalliques ..	73	70	47	59
dont : Matériaux de construct.	71	76	38	47
Textiles . . . . .	64	69	46	48
Bois - Papier et divers ..	63	67	42	66
Chimie . . . . .	78	79	46	101
Agro-alimentaire . . . . .	76	48	54	43
— Industrie manufacturière ..	69	67	38	90

\* Les évolutions relatives sont rapides dans cette branche. Ainsi, en 1981, le Japon a-t-il dépassé les Etats-Unis (niveau relatif : 101).  
Source : CEPII, 1983b.

## IV. — UNE CATASTROPHE INUTILE : LE CHOC MONÉTARISTE

C'est donc dans une ambiance morose mais pas décourageante, et alors que la production industrielle, par rapport à 1970, a progressé, en Allemagne et en Angleterre, de 30 %, de près de 40 % aux Etats-Unis et en France, de 45 % au Japon, qu'en 1979 éclate le second choc pétrolier. Les « onze dollars le baril » du premier choc s'étaient largement résorbés par le seul jeu de l'inflation mondiale : les termes de l'échange « pétrole contre produits du monde industriel » étaient revenus au niveau de la fin de la guerre de Corée, c'est-à-dire au point de départ de la croissance fordiste. La remontée à trente-quatre dollars le baril repose brutalement l'agaçant problème de la rénte pétrolière. Retour à 1974 ?

Non, et il n'est pas très simple de comprendre pourquoi. Tout va en effet se passer fort différemment, comme si les classes dominantes ne croyaient plus, ou ne pouvaient plus croire, au keynésianisme.

1°) *Un ajustement récessif au second choc pétrolier.*

Les historiens de l'avenir discuteront longtemps des enchaînements qui, du second choc pétrolier, menèrent au choc monétariste de 1981. Les contraintes objectives se sont accumulées depuis le premier choc, diminuant les marges de jeu keynésiennes : déficit commercial menaçant en France et en Grande-Bretagne, dette publique accumulée aux USA, en RFA, au Japon (Le Dem et Pisani-Ferry, 1984). En outre, la centralisation capitaliste internationale s'est accrue par croisement des flux financiers entre les économies industrielles, flux essentiellement destinés à la fusion et aux rachats d'entreprises concurrentes les unes par les autres : ce que Madeuf, Michalet et Ominani, 1984, appellent « des investissements sans accumulation ». La complémentarité de ces économies s'est donc aggravée, et s'est restreinte la possibilité de politiques keynésiennes auto-

nomes : la « configuration stagnationniste européenne » s'est élargie et approfondie.

Mais, peut être plus profondément, les élites mondiales, les chefs d'entreprises et hommes politiques qui avaient animé la Commission trilatérale, ont renoncé à croire au keynésianisme international. Les défauts de ce régime étaient évidents :

— Si le « filet de sécurité » de la régulation monopoliste au Nord empêchait la dépression, il entravait aussi le redéploiement vers de nouvelles normes de production et de consommation, par la rigidité qu'il conférait à la main-d'œuvre et à l'allocation du capital entre les branches.

— La monnaie de crédit internationale était, comme toute monnaie de crédit, fondée sur le pari que le régime d'accumulation allait se remettre en place, que le pays émettant cette monnaie (les USA) pourrait inconditionnellement offrir la contrepartie en marchandises compétitives des signes monétaires émis, que les pays endettés du fordisme périphérique trouveraient au Nord assez de débouchés pour rembourser leurs dettes.

Vers la fin des années 70, il est clair que ni l'un ni l'autre n'est vrai. La croissance reste médiocre, les gains de productivité continuent leur ralentissement et le capital par tête son accélération, la monnaie américaine est de plus en plus contestée et voit fondre son pouvoir d'achat international.

L'accession à l'hégémonie de coalitions monétaristes ou simplement moins keynésiennes, en Angleterre avec la victoire des conservateurs, aux USA avec l'arrivée de Volker à la tête de la FED avant celle de Reagan à la présidence, en RFA avec l'hégémonie des libéraux dans la coalition de centre-gauche, en France avec la pleine application du barrisme après la défaite de la gauche en 1978, reflète ce constat d'impuissance. Par la seule force du vide, se sont réimposées les idées du libéralisme : le simple jeu des forces du marché sélectionnera les entreprises mettant en œuvre des procédés d'avenir, éliminera les scories du passé, reconstituera la compatibilité des comportements.

Dès 1980, l'inflexion est très nette : la RFA et la France imposent à leurs salariés un ajustement dépressif au choc pétrolier, qui diminue de 5 % la production industrielle. La Grande-Bretagne a choisi clairement, dès 1979 le monétarisme : nous y reviendrons. Le FED de Volker tente d'appliquer la même politique, avec les mêmes résultats (une chute de 7 %), vite effacés

devant les échéances électorales. Seul le Japon connaît une accélération de 10 %, par un coup de poker que son protectionnisme et l'efficacité de son appareil exportateur lui permettent : il laisse plonger sa monnaie. Mais même la croissance japonaise sera cassée par un troisième choc : le choc monétariste.

## 2°) La catastrophe monétariste.

Avec l'accession de Reagan à la présidence, les USA rejoignent la Grande-Bretagne dans le camp du monétarisme extrémiste. Coupant dans les dépenses de l'Etat-providence, et bloquant la « pseudo-validation » à crédit des valeurs en procès fondées sur le régime d'accumulation fordiste (en coupant l'émission de monnaie de crédit), ces deux coalitions effacent en quelques mois la croissance des cinq années précédentes dans leur propre pays. Ce faisant, ils déclenchent une réaction en chaîne assez complexe (Aglietta et Brender, 1982, Lipietz, 1983 b). Non seulement, par le mécanisme « austérité-internationalisation », ils condamnent tous les autres pays à abandonner la gestion sociale-démocrate de la crise (y compris la France de F. Mitterrand : Lipietz, 1984), mais encore, ce faisant, ils assèchent, en faisant disparaître les excédents de l'OPEP, par la récession mondiale qu'ils provoquent, la création de monnaie de crédit internationale. Crédit devenu rare et cher, contraction accélérée de la demande mondiale : le fordisme périphérique se trouve dans l'incapacité de rembourser ses dettes.

Il faut ici souligner qu'il est difficile d'imputer la faillite des NPI (en particulier ceux d'Amérique latine) au choc pétrolier lui-même. Du même ordre de grandeur que le premier (en termes de modification des termes de l'échange), il aurait dû avoir le même effet. En revanche, le « taux d'intérêt réel pour les pays en développement » (c'est-à-dire le taux de l'euro-dollar déflaté par le prix de leurs exports, y compris ceux de l'OPEP), qui avait chuté à — 30 % en 1974 (à cause de la hausse du pétrole), et avait oscillé autour de 0 % de 1975 à 1978, ne rechute qu'à — 10 % en 1979, mais remonte à + 20 % en 1981 et 1982 ! A cela s'ajoute, décisive, la contraction de la demande mondiale.

Toutefois, l'imminence même de la faillite des NPI, jointe

à la multiplication bien tangible des faillites en chaîne dans les principaux pays industriels et en particulier aux USA (Lipietz, 1983a), commence dès juillet 1982 à inquiéter fortement l'administration américaine, qui relâche la contrainte monétaire. Trop tard : en août, le Mexique se déclare en cessation de paiement, donnant ainsi le signal d'une insolvabilité généralisée. On est au bord du krach financier mondial (Berger, 1984). L'administration Reagan rejette alors le monétarisme, ordonne au système bancaire mondial d'accepter un rééchelonnement général de la dette du Tiers-Monde, et se rallie brutalement, dans le domaine intérieur, au vieux keynésianisme, dans un style quasiment kennedyste. « Tax-cuts » et croissance des dépenses militaires provoquent un déficit gigantesque du budget, financé à guichet ouvert par la Banque fédérale. Un « boom » très largement tiré par la consommation des ménages (notamment la construction de logements) rétablit en un an (l'année 1983) l'industrie américaine au niveau de 1979. Le déficit extérieur considérable qui en résulte interrompt la récession dans les pays de l'OCDE, avec une reprise tirée par l'exportation au Japon, tirée par la consommation et le logement en Allemagne.

Mais l'émission de crédit reste limitée aux besoins de l'administration américaine. La reprise est insuffisante pour reconstituer les excédents de l'OPEP. Les NPI, ruinés (sauf ceux de la sphère japonaise), ne remboursant pas leur dette, les mécanismes multiplicateurs de création de xéno-dollars restent enrayés. Le dollar reste rare et cher à l'extérieur des USA. Le choc monétariste est loin d'être épongé.

Quant à ses effets positifs, même aux USA, ils restent douteux. La reprise n'est pas fondée sur un nouveau modèle de développement : c'est le retour aux années 70. Certes, l'inflation est considérablement ralentie, par la baisse intérieure du prix des importations, et par les gains de productivité de courte période dus à la réactivation de capacités inemployées. Mais la surévaluation du dollar, fondée sur la puissance américaine, comme à la fin des années 60, peut connaître, comme en 1971, un nouvel effondrement. Et la contraction des industries traditionnelles comme l'automobile, si elle a permis une forte rationalisation, n'annonce pas de manière évidente la possibilité d'une nouvelle croissance fondée sur les nouvelles technologies. C'est

ce point que nous allons examiner pour finir, de manière nécessairement abstraite.

V. — EN GUISE DE CONCLUSION :  
DEUX ISSUES PLAUSIBLES A LA CRISE

Quelques mois avant sa mort, le futurologue Herman Kahn identifiait la reprise américaine de 1983 au démarrage d'un nouveau cycle de Kondratieff, ascendant jusqu'à l'an 2000. Nous n'en sommes pas là. Nous savons seulement que la pente liant les deux derniers « points bas » (1975-1982) est quasi horizontale, et nous ignorons si la pente liant 1979 au prochain « point haut » (1984 ? 1985 ?) sera au moins aussi ascendante que la précédente (2,5 % entre 1973 et 1979 : voir le graphique 1).

L'hypothèse d'un nouveau Kondratieff se fonde sur l'émergence de nouvelles branches autour de la révolution informatique-électronique. On évoque aussi la formation d'un nouveau « centre de l'économie-monde » autour du Pacifique. Passons sur l'étrange topologie de ce centre. Si nouveau Kondratieff il doit y avoir, il ne saurait reléguer à sa périphérie la Nouvelle-Angleterre, ni quelques régions très actives de la vieille Europe. De fait, il semble bien qu'une « configuration vertueuse » lie aujourd'hui le Japon et les NPI asiatiques à la fusée de la reprise US. Mais il faut souligner d'emblée la fragilité de cette reprise : fondée sur d'immenses déficits publics (aux USA et au Japon) et extérieurs (aux USA), elle ne s'entretient qu'en pompant les capitaux du reste du monde, grâce à des taux d'intérêt réels sans précédent offerts aux USA. Pompage qui bride la reprise en Europe, maintient l'Amérique latine dans la récession, précipite des pans entiers du Tiers-Monde dans la famine et la mort. Aucun cercle vertueux global n'a encore émergé.

Plus profondément, il faut réfléchir sur ce qu'apporte vraiment la « révolution électronique ». Car, entre la technologie et le modèle de développement, il y a une série de maillons, les rapports sociaux. De la technologie à la mise en œuvre technique : *les rapports de production immédiats* (qui décide, comment s'organise le collectif de travail ?), de la production à l'écono-

mie : *les rapports socio-économiques d'ensemble* (y aura-t-il assez de consommateurs, d'investisseurs ? pour produire quoi ? pour assurer quelle forme de plein emploi ?). Autrement dit, reste à inventer un nouveau régime d'accumulation, et un nouveau mode de régulation, en particulier du rapport salarial (ou d'autres rapports de production, pourquoi pas ?). Encore faut-il que ce modèle de développement soit compatible avec une nouvelle *configuration internationale*. Examinons ces trois séries de problèmes brièvement.

Qu'apporte l'informatique ? Pas tellement des gains de productivité par seconde de temps-machine utilisée. Mais essentiellement deux choses : la possibilité d'utiliser à *plein temps* les machines d'un atelier, et de rendre cet atelier *flexible* (Coriat, 1984). Un atelier fordiste, fondé sur la double spécialisation des machines et des hommes, utilise très mal leur temps : attentes entre deux opérations, stocks intermédiaires qui s'empilent, impossibilité d'équilibrer les postes de travail... La gestion automatique d'atelier permet un bond en avant de la fluidité du processus productif : chaque pièce arrive à sa place au moment où il le faut, et les actes élémentaires s'enchaînent au plus juste. Tel est le grand gisement de rentabilité qu'apporte ici l'informatique. Il est coûteux en investissements initiaux : réseaux de chariots filo-guidés, ordinateurs centraux et périphériques, etc. Mais ils sont utilisés à plein régime.

Mais ce n'est pas tout. L'électronique rend surtout *flexible* les systèmes de machines. Il y a longtemps que le principe automatique est entré dans l'usine, que les hommes ont fabriqué des machines singeant toutes seules leur propres gestes, comme les chaînes-transfert de l'usinage automobile, ou les ateliers de presses. Mais ces énormes installations ne savaient faire qu'une série de gestes, pour sortir toujours le même produit. Le robot, lui, peut s'adapter, changer d'outils, passer d'une tâche à une autre, moyennant une rapide reprogrammation. L'atelier robotisé peut donc s'adapter à une demande fluctuante, sautant de petites séries en petites séries.

Première bifurcation : deux axes d'évolution s'ouvrent à la réorganisation post-fordienne du procès de travail. L'automatisation de la gestion du processus de production ouvre la tentation de pousser encore plus loin la scission entre la conception théorique du processus et les gestes d'exécution du travailleur

collectif. Les ouvriers opérateurs deviendraient alors de simples bouche-trous de chair dans le processus automatisé. Telle est la voie dans laquelle s'engagent majoritairement les USA et quelques usines européennes. Au contraire, l'automatisation peut susciter une requalification partielle du collectif ouvrier, le savoir-faire pratique des opérateurs étant mobilisé en temps réel dans le processus même de l'automatisation, tout comme dans le réglage permanent des dispositifs. C'est la voie que semble suivre majoritairement le Japon et d'autres usines européennes. Cette bifurcation est le lieu d'une immense bataille sociale, dont l'enjeu est la négociation d'un nouveau compromis social entre l'implication des travailleurs et le repartage des gains nouveaux de productivité.

Car — et c'est une seconde bifurcation — il faut encore savoir à qui, à quoi serviront les gains de productivité. La première variante du modèle post-fordien mobilisera encore plus de capital fixe que le fordisme vieillissant. Les gains de productivité seront réservés au profit, et la demande finale ne s'élargira pas. La « flexibilité » même des processus informatisés autorise la rentabilisation d'investissements massifs, par une succession de petites séries de produits, destinés à la consommation segmentée et versatile d'une clientèle aisée. Mais ces gains de productivité sans élargissement de la consommation de masse entraîneront la croissance du chômage, et le risque d'une tri-partition de la société : une classe dominante bénéficiant des nouveaux « gadgets » de la révolution électronique, un noyau stable mais restreint de salariés permanents, une masse croissante de travailleurs de plus en plus précaires jouissant d'une protection sociale très affaiblie, et accédant transitoirement à des emplois tertiaires pendant les reprises conjoncturelles. Telle semble, encore une fois, être la voie actuellement suivie par les USA. L'autre voie est le repartage négocié des gains de productivité, avec un accès des masses aux biens de consommation nouveaux, qui exigent du *temps de consommation* : appareils culturels optiques et acoustiques, ordinateurs domestiques, etc. Ces biens peu coûteux (par rapport à l'automobile) appellent un partage des gains de productivité dans le sens d'une réduction massive de la durée du travail.

Naturellement, un modèle de développement fondé sur l'extension de masse de l'activité extra-salariale (loisirs, création,

enrichissement intellectuel) risque d'être peu compétitif (en termes de coût salarial horaire) par rapport à un modèle fondé sur l'intensification du travail sans repartage des gains de productivité. Deux voies s'ouvrent donc à nouveau. Ou bien la lutte sans fin pour l'hégémonie ou du moins l'équilibre commercial, à coups de « stagnation compétitive » : et le monde entrera dans une nouvelle période longue scandée par des cycles courts (« stop and go »), au rythme des choix d'« expansion » ou « d'assainissement » de la puissance hégémonique. Guerre commerciale permanente, qui peut tourner à la désagrégation conflictuelle de l'économie mondiale. Ou bien des formes institutionnelles internationales seront mises en place, autorisant au mieux l'adoption conjointe d'une variante du second modèle par les parties prenantes (normes de temps de travail et de salaires internationales, etc.), au moins le découplage de celles des nations (ou communautés de nations) qui adopteraient un tel modèle de développement, par rapport à celles qui adopteraient un modèle plus productiviste et concurrentiel (protectionnisme fondé sur des critères sociaux, contrôle direct des balances commerciales par des quotas sur les flux, etc.).

Très concrètement, la façon dont sera réglé le problème de la dette du Tiers-Monde donnera des indications décisives. Pratiquement, la crise de 1982 a été réglée par un moratoire de trois ans en moyenne, le FMI imposant en outre un « ajustement » du régime d'accumulation des NPI vers davantage d'exportations, c'est-à-dire en réalité une « austérité » qui repousse les nouvelles couches moyennes vers la pauvreté, les ouvriers vers la misère, les déshérités vers la mort. Nous avons ici une illustration, au niveau des rapports internationaux, de la première variante, qui apparaît ainsi fort proche de ce que prophétisait Jack London dans *le Talon de fer*. La dette perpétuelle serait un moyen de maintenir le Tiers-Monde industrialisé dans le rôle d'un atelier misérable commis à la production des biens fordistes ou intermédiaires devenus banals, tandis qu'une minorité dans les pays développés accéderait à la « civilisation post-industrielle ».

L'autre alternative implique une annulation de fait de la dette du Tiers-Monde, qu'elle soit passée par profits et pertes (comme les dettes russes et allemandes dans l'entre-deux-guerres), ou que les fonds prêtés soient consolidés, durablement gelés

comme ceux d'un actionnaire. L'émission et la distribution gratuite de monnaie internationale permettrait alors la relance des pays du fordisme périphérique dans une voie plus autonome, sur un régime d'accumulation plus autocentré.

Sans même parler d'une issue non-capitaliste (ou apocalyptique) à la crise, deux voies s'ouvrent, à chaque question posée, pour une issue capitaliste à la crise : une voie répressive d'un nouveau type, une voie sociale-démocrate d'un type nouveau. Faut-il rappeler que, dans les années 30, nazisme et New Deal offraient eux aussi deux issues à la crise ? Et qu'il a fallu des grèves, des révoltes, une guerre, et d'immenses bouleversements sur la planète, pour que s'impose une variante de la seconde voie ?

A. LIPIETZ.

#### BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA M., 1976 : *Régulation et crises du capitalisme*, Calmann-Lévy, Paris.
- AGLIETTA M., BRENDER A., 1982 : *La Configuration mondiale des années quatre-vingt : les risques d'une déflation généralisée*, C.E.P.I.I., miméo.
- AGLIETTA M., BRENDER A., 1984 : *Les Métamorphoses de la société salariale*, Calmann-Lévy, Paris.
- ARRIGHI G., 1982 : « Une crise d'hégémonie » in var. auct., *la Crise, quelle crise ?*, F. Maspéro, Paris.
- BERTRAND H., 1978 : « La croissance française analysée en sections productives », *Statistiques et Etudes financières*, Série Orange, n° 35, Paris.
- BERGER O., 1984 : « Le système bancaire international : au bord de la faillite et au cœur de la crise », *Critique de l'économie politique*, n° 26/27, janvier.
- BOYER R., 1979 : « Déterminants et évolution probable de la productivité et de l'emploi : un essai de synthèse de travaux récents », *CEPREMAP*, n° 7922.
- BOYER R., 1982 : « Origine, originalité et enjeux de la crise actuelle en France : une comparaison avec les années trente », in *la Crise économique et sa gestion*, Boréal Express, Montréal.
- BOYER R., PETIT P., 1984 : « Politique industrielle et impact sur l'emploi : les pays européens face à la contrainte extérieure », *Revue d'Economie industrielle*, n° 27, janv.-fév.

- BOWLES S., GORDON D., WEISSKOPF T., 1983 : « The social structure of accumulation and the profitability of the post-war US economy », Miméo.
- BRUNHOFF S. (DE), 1976 : *Etat et capital*, F. Maspéro, Paris.
- C.E.P.I.I., 1983a : *Economie mondiale : la montée des tensions*, Economica, Paris.
- C.E.P.I.I., 1983b : « Dualité, change et contraintes extérieures dans cinq économies dominantes », *Economie Prospective internationale*, n° 13-14.
- CHAVANCE B., 1984 : « Les formes actuelles de crise dans les économies de type soviétique », *Critique de l'économie politique*, n° 26/27, janvier.
- CORIAT B., 1979 : *L'Atelier et le chronomètre*, Paris, Bourgois.
- CORIAT B., 1984 : « Crise et électronisation de la production : robotisation d'atelier et modèle fordien d'accumulation de capital », *Critiques de l'économie politique*, n° 26/27, janvier.
- F.E.R.E., 1984 : *Les Transformations du rapport salarial en Europe 1973-1984*, Paris, Miméo.
- LEBORGNE D., LIPIETZ A., 1983 : « Est, Ouest : deux mondes de régulation du capitalisme », *Reflets et perspectives de la vie économique*, n° 4, Bruxelles.
- LE DEM J., PISANI-FERRY J., 1984 : « Crise et politiques économiques dans les grandes économies industrielles : permanence et changement », *Critiques de l'économie politique*, n° 26/27, janvier.
- LIPIETZ A., 1979 : *Crise et inflation : pourquoi ?* F. Maspéro, Paris.
- LIPIETZ A., 1981 : « Vers une mondialisation du fordisme ? » *le Monde diplomatique*, octobre.
- LIPIETZ A., 1982 : « Derrière la crise : la tendance à la baisse du taux de profit », *Revue économique*, n° 2, mars.
- LIPIETZ A., 1983a : *Le Monde enchanté. De la valeur à l'encol inflationniste*, F. Maspéro-La Découverte, Paris.
- LIPIETZ A., 1983b : « Le fordisme périphérique étranglé par le monétarisme central », *Amérique latine*, n° 16, décembre.
- LIPIETZ A., 1983c : « L'impérialisme ou la Bête de l'apocalypse », *les Temps modernes*, octobre, n° 447.
- MADEUF B., MICHALET C.A., OMINAMI C., 1984 : « D'une crise internationale à une crise mondiale », *Critiques de l'économie politique*, n° 26/27, janvier.
- MISTRAL J., 1977 : « Compétitivité et formation du capital en longue période », *Economie et statistique*, 1977.
- PEREZ C., 1983 : « Structural changes and assimilation of new technologies in the economic and social systems », *Futures*, octobre.